



Observatoire
québécois
des inégalités



Réduire les inégalités : un choix payant

Février 2025

Mémoire présenté au ministre
des Finances du Québec dans le cadre des
consultations prébudgétaires 2025-2026

Le contenu de ce mémoire a été analysé, rédigé et édité par l'Observatoire québécois des inégalités.

À propos de l'Observatoire québécois des inégalités

L'Observatoire québécois des inégalités produit, mobilise et démocratise des connaissances sur différentes formes d'inégalités au Québec afin d'éclairer la prise de décision et sensibiliser un large public à l'état des inégalités, à leurs causes et à leurs conséquences ainsi qu'aux solutions possibles. L'Observatoire québécois des inégalités est un organisme de bienfaisance enregistré. Il a vu le jour en 2019.

Son équipe de recherche multidisciplinaire a réalisé une quarantaine de projets de recherche et d'accompagnement professionnel portant sur les inégalités économiques, les inégalités de santé et en éducation, celles concernant les besoins essentiels et celles en lien avec les changements climatiques. L'équipe de recherche de l'Observatoire applique une démarche scientifique rigoureuse, qui fait place au dialogue entre les savoirs scientifiques, pratiques et expérientiels. Elle est accompagnée par un conseil scientifique misant sur des expertises diversifiées et par une équipe de communication dédiée au rayonnement des connaissances sur les inégalités.

Table des matières

Préambule	1
Introduction	2
Générer de nouveaux revenus en réduisant les inégalités économiques	4
Recommandation 1 — Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers	
Recommandation 2 — Mieux imposer le patrimoine	
Déjouer le piège de la pauvreté	8
Recommandation 3 — Renforcer le filet social	
Recommandation 4 — Investir dans l'habitation à but non lucratif	
Offrir des chances équitables.....	17
Recommandation 5 — Assurer la qualité et l'accessibilité des services publics	
Recommandation 6 — Investir dans la petite enfance	
Conclusion.....	19

Préambule

S'engager pour la réduction des inégalités, c'est aussi identifier de nouvelles sources de revenus. C'est également mettre en place des mesures structurantes qui permettront au gouvernement d'éviter des coûts importants à long terme. Cette approche nous semble féconde pour répondre aux défis de l'exercice budgétaire 2025-2026 auquel nous apportons notre modeste contribution.

« Il me fera plaisir de rencontrer comme à chaque année l'ensemble des groupes socio-économiques. Je me permets de dire – puisque ce sera mon 7^e [processus budgétaire] – que 99,9 % des groupes que je rencontre me demandent des crédits budgétaires, des subventions ou de bonifier des crédits d'impôt. J'ai donc particulièrement d'écoute pour le 0,1 % qui va me suggérer des mesures qui vont permettre d'optimiser l'action de l'État ou de propulser la croissance économique au Québec. »
— Éric Girard, ministre des Finances du Québec, 9 janvier 2025¹

¹ Conférence d'honneur de monsieur Eric Girard à l'occasion du *Lancement du Bilan de la fiscalité au Québec - Édition 2025* de la Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, [\[En ligne\]](#).

Introduction

La société québécoise est traversée par des inégalités persistantes, émergentes et même criantes selon le domaine considéré, malgré un filet social plus généreux et des classes moyennes plus fortes comparativement aux autres provinces canadiennes.

Des défis

Parmi les défis qui se posent au Québec, plusieurs contribuent à creuser les inégalités socioéconomiques :

- Les inégalités de richesse (patrimoine) y sont élevées et se situent parmi les plus importantes au Canada;
- La crise du logement, avec des hausses records des loyers et des taux d'inoccupation au plus bas, affecte au premier chef les ménages locataires à revenu faible ou modeste. Elle alimente aussi un niveau inégalé d'itinérance partout au Québec;
- L'insécurité alimentaire est en hausse pour une troisième année consécutive, touche toujours plus de ménages à faible revenu et progresse au sein de la classe moyenne;
- Les inégalités sociales de santé persistent sous l'effet de difficultés financières, de l'occupation d'un logement inadéquat, d'une alimentation insuffisante en quantité et en qualité, des obstacles à l'accessibilité et à la qualité des services publics, entre autres déterminants cruciaux de l'état de santé.

Le coût des inégalités

L'accroissement des inégalités ou des niveaux élevés d'inégalités comportent des coûts considérables pour les sociétés. C'est pourquoi les gouvernements ont tout intérêt à réduire les inégalités, qui désignent des disparités perçues comme étant injustes et évitables dans la répartition des ressources (matérielles, culturelles, sociales, de pouvoir)².

Comme l'Observatoire³ ainsi que plusieurs expert·es l'ont déjà exposé, les inégalités élevées constituent :

² Geoffroy Boucher, François Fournier et Sandy Torres (2024). *Une exploration des inégalités sociales, économiques et de santé*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

³ Sandy Torres (2021). *Évolution des inégalités économiques au Canada et au Québec : tendances et causes*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

- Un frein au recul de la pauvreté⁴;
- Une entrave à la mobilité sociale⁵;
- Un obstacle à la croissance économique à long terme⁶ et un risque accru de crises économiques⁷;
- Un risque pour la cohésion sociale et la démocratie⁸;
- Des limites à la capacité collective à faire face à certains grands défis comme la lutte contre les changements climatiques⁹.

L'exacerbation des inégalités génère d'importants coûts financiers pour les gouvernements. Par exemple, le manque de logements adéquats (abordables, de qualité convenable, de taille suffisante) conduit à une répartition sous-optimale des ressources, réduit le revenu disponible des ménages et génère des dépenses supplémentaires (p. ex. programmes sociaux, transport)¹⁰.

Plus largement, les inégalités socioéconomiques sont intimement liées aux inégalités sociales de santé. Par exemple, les maladies chroniques (p. ex. diabète, arthrite et hypertension) touchent davantage les couches moins nanties de la population.

- Ces problèmes de santé génèrent des coûts importants et ceux-ci sont en croissance. Les dépenses en santé et services sociaux atteindront 63 milliards en 2024-2025, une augmentation de 50 % en six ans¹¹.

⁴ OCDE (2015). *Tous concernés : pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Paris, Éditions OCDE, chap. 2, 65-91; David A. Green, W. Craig Riddell et France St-Hilaire (2016). Income inequality in Canada: Driving Forces, Outcomes and Policy, dans David A. Green *et al.*, *Income Inequality: The Canadian Story*, Canada, Institute for Research on Public Policy.

⁵ Marie Connolly, Miles Corak et Catherine Haack (2019). Intergenerational Mobility between and within Canada and the United States, *Journal of Labor Economics*, 37(S2), S595-S641.

⁶ Sandrine Mesplé-Soms et Anne-Sophie Robilliard (2018). Réduire les inégalités : enjeux conceptuels, statistiques et politiques, *Statéco*, INSEE, 112, 53-62.

⁷ Edison Jakurti (2025). *Wealth Inequality, Asset Price Bubbles and Financial Crises*, Paris, World Inequality Lab.

⁸ Joseph. E. Stiglitz (2012). *Le prix de l'inégalité*, trad., Les liens qui libèrent; Jean-Pierre Derriennic (2019). *Les inégalités contre la démocratie*, Canada, PUL, 33-61.

⁹ Nazrul Islam et John Winkel (2017). *Climate Change and Social Inequality*, DESA Working Paper 152, United Nations Department of Economic and Social Affairs; Maike Hamann *et al.* (2018). Inequality and the Biosphere, *Annual Review of Environment and Resources*, 43, 61-83.

¹⁰ Ferdaous Roussafi (à paraître). *Quantification de l'impact du manque de logements adéquats sur la prospérité économique au Québec*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

¹¹ Ministère des Finances du Québec (2024). *Statistiques budgétaires du Québec. Le point sur la situation économique et financière du Québec – Novembre 2024*.

La réduction des inégalités, un choix payant

L'action gouvernementale tient un rôle majeur dans l'évolution des inégalités et de la pauvreté, aux côtés des conjonctures, des transformations technologiques, des crises, des évolutions sociodémographiques, entre autres dynamiques de changement. Dans un contexte tendu et incertain, il paraît essentiel de miser sur la résilience des foyers modestes en favorisant la sortie durable de la pauvreté, en améliorant l'égalité des chances et en osant une répartition plus équitable de la richesse.

Générer de nouveaux revenus en réduisant les inégalités économiques

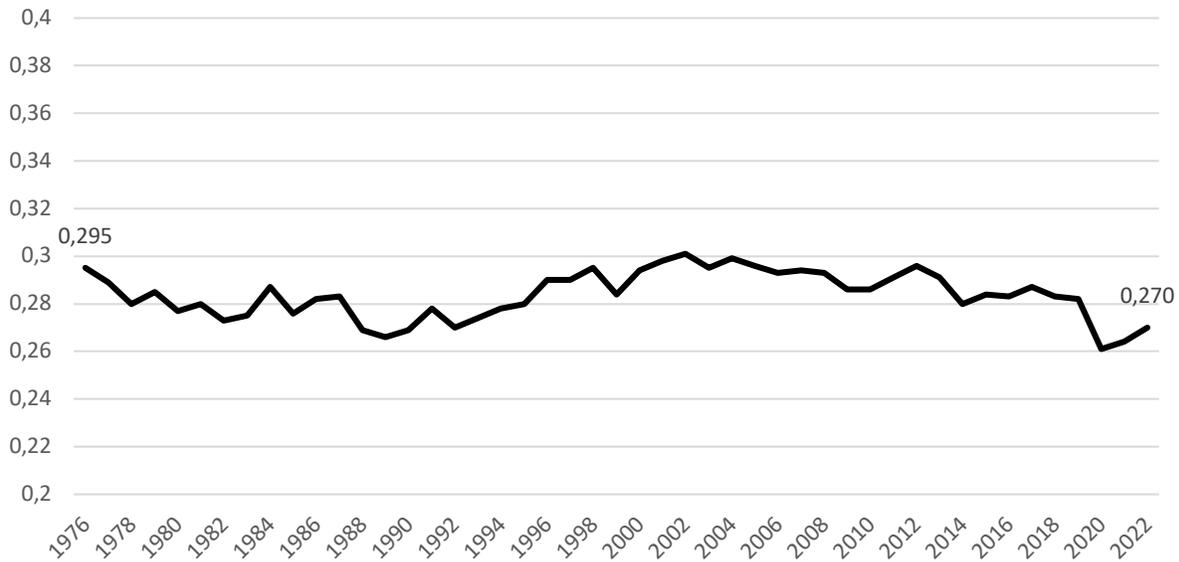
Dans le sillage d'une stabilisation des inégalités économiques durant la période des Trente Glorieuses¹², caractérisée par un développement économique et social, on observe au Québec les fluctuations suivantes :

- Une diminution des inégalités de revenu après impôt durant les années 1970, où la générosité des programmes sociaux a atteint un sommet¹³, et dans une moindre mesure les années 1980;
- Une croissance de ces inégalités dans les années 1990, période notamment marquée par les efforts de réduction des dépenses publiques;
- Une stabilité des inégalités de revenu durant les années 2000;
- Une réduction marquée et momentanée de ces inégalités au moment de la pandémie de COVID-19 en raison des mesures d'urgence de soutien au revenu accordées par les gouvernements.

¹² Sandy Torres (2021). *Évolution des inégalités économiques au Canada et au Québec...*, op. cit., 23-25; Camille Lajoie et François Delorme (2023). *Les inégalités au Québec revisitées : remettre le Gini dans sa bouteille*, Cahier de recherche 2023/14, 2-3.

¹³ Lucie Dumais (2019). Mesures sociales et fiscales liées à la pauvreté, dans Danielle Filion et Jocelyn Vinet, *Pauvreté, inégalités et problèmes sociaux*, 2^e éd, Fides Éducation, 226-230.

Figure 1. Coefficient de Gini du revenu ajusté après impôt, Québec, 1976-2022



Source : Statistique Canada. Tableau 11-10-0134-01.

Note : Le coefficient de Gini mesure le niveau de concentration des ressources au sein d'une population. Il compare la répartition des ressources à une situation théorique d'égalité parfaite et varie de 0 à 1. Plus il se rapproche de 0, plus il tend vers une égalité des revenus entre chaque individu. Plus il se rapproche de 1, plus il tend vers une situation où un seul individu détiendrait la totalité des revenus. Cet indicateur permet notamment de comparer des périodes au sein d'un pays.

Les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus prononcées que les inégalités de revenu.

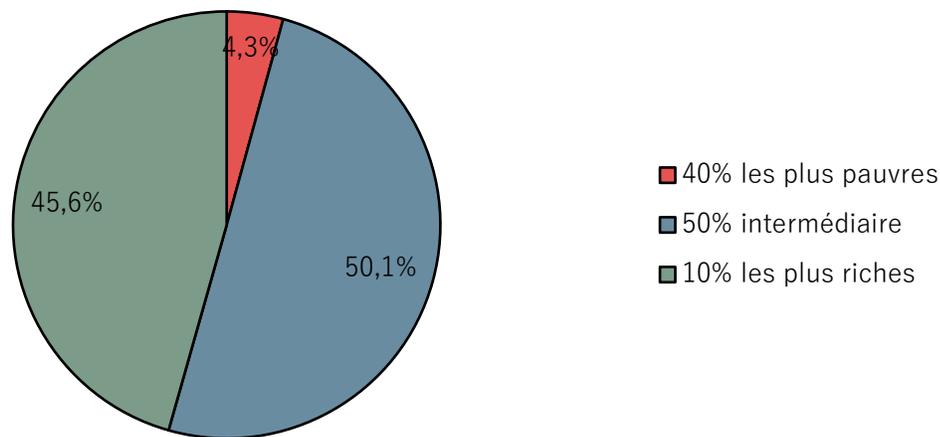
- Si on regarde ce que les personnes possèdent, plutôt que ce qu'elles gagnent, on constate que les inégalités économiques sont très marquées.
- Le Québec est parmi les provinces canadiennes où les inégalités de patrimoine sont les plus élevées. En 2023, le groupe des 10 % les mieux nantis captait à lui seul près de la moitié de la richesse (46 %), contre seulement 4 % pour le groupe des 40 % les moins nantis¹⁴.
- Ces inégalités sont sous-estimées en raison d'un manque de données sur les familles à valeur nette élevée¹⁵.

¹⁴ Geoffroy Boucher (2024). *Comment ont évolué les inégalités de richesse au Québec depuis la pandémie?*, analyse [En ligne].

¹⁵ Krista Duncan et Louis Perreault (2021). *Estimation de l'extrémité supérieure de la distribution du patrimoine familial au Canada : mises à jour et tendances*, Bureau du directeur parlementaire du budget.

- Ce phénomène découle de politiques de redistribution beaucoup plus timides à l'égard du patrimoine qu'à l'égard du revenu.
- De plus, plusieurs mesures fiscales avantagent les ménages propriétaires, sachant que les biens immobiliers comptent pour plus du tiers du patrimoine des familles québécoises.

Figure 2. Part du patrimoine détenue par chaque groupe, Québec, 2023



Source : Analyse de l'Observatoire basée sur le tableau 11-10-0075-01 tiré de l'Enquête sur la sécurité financière de Statistique Canada.

Le gouvernement du Québec joue un rôle déterminant dans la répartition des ressources économiques dans la société.

- Par exemple, la vigueur de la classe moyenne québécoise s'explique en grande partie par les politiques de redistribution¹⁶. S'il n'en tenait qu'au marché, le nombre de personnes appartenant à la classe moyenne québécoise aurait régressé au cours des cinquante dernières années. Les transferts gouvernementaux et la fiscalité ont plutôt permis à la classe moyenne de croître au Québec : 66,8 % de la population en faisait partie en 2022, contre 63,2 % en 1976. Dans le reste du Canada, où le niveau de redistribution est moindre qu'au Québec, la classe moyenne est plus petite (62,4 % de la population en 2022).

¹⁶ Geoffroy Boucher avec la collaboration de Roberson Edouard et Ferdaous Roussafi (2025). *Portrait et évolution des classes moyennes au Canada et au Québec*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

Recommandations

La fiscalité fait partie des moyens pour réduire les inégalités économiques¹⁷. Dans une stratégie doublement gagnante, elle permet d'accroître les recettes de l'État tout en renforçant notre capacité collective à relever les défis contemporains.

1. Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers

Dans l'objectif d'accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers, plusieurs avenues pourraient être considérées, comme l'augmentation du taux marginal d'imposition pour les personnes aux revenus les plus élevés ou encore l'augmentation du nombre de paliers.

- À l'instar du gouvernement du Canada qui a ajouté un 5^e palier d'imposition en 2016 (taux marginal de 33 % s'appliquant aux revenus imposables supérieurs à 253 414 \$ en 2025), le gouvernement du Québec pourrait ajouter un ou des paliers pour les personnes ayant un revenu très élevé.
- Le dernier palier d'imposition du système québécois d'impôt sur le revenu des particuliers débute à 129 590 \$ en 2025 (taux marginal de 25,75 %).
- À titre illustratif, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux marginal (soit un taux de 26,75 %) d'imposition des personnes ayant un revenu supérieur à 200 000 \$ pourrait générer jusqu'à 223 millions \$ en 2025. Une augmentation de 5 points de pourcentage (soit 30,75 %) pourrait générer jusqu'à 1,1 milliard \$¹⁸.

2. Mieux imposer le patrimoine

Plusieurs avenues permettraient d'améliorer l'imposition des sources de revenus provenant du capital¹⁹.

- À l'instar des cinq pays de l'OCDE²⁰ qui prélèvent des **impôts sur l'actif net individuel**, le gouvernement du Québec pourrait envisager de développer un tel impôt.

¹⁷ Tommy Gagné-Dubé et al. (2025). *Bilan de la fiscalité au Québec – édition 2025*, Cahier de recherche 2025-01, Chaire de recherche en fiscalité et finances publiques.

¹⁸ L'estimation des recettes fiscales a été réalisée avec la Base de données et Modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS) de Statistique Canada (version 30.0, données de 2025).

¹⁹ Geoffroy Boucher et Sandy Torres (2023). *Les inégalités de patrimoine au Québec*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités; Sandy Torres (2024). *Le Forum patrimoine et santé en 8 moments clés*, analyse, [En ligne].

²⁰ OCDE (2018). *The Role and Design of Net Wealth Taxes in the OECD*, Paris, Éditions OCDE.

- Faute de développer une nouvelle forme d'imposition, le gouvernement pourrait accroître l'**impôt sur le gain en capital**. La hausse du taux d'inclusion du gain en capital de 50 % à 66,7 % pour la tranche excédant 250 000 \$ par année annoncée en 2024 par le gouvernement du Québec serait un pas dans la bonne direction. Cette modification toucherait les contribuables faisant partie des 1 % les plus riches²¹.
- Une mesure plus audacieuse permettrait d'atténuer la transmission inter-générationnelle des inégalités. Par exemple, le gouvernement pourrait préconiser une inclusion complète du gain en capital assortie d'un plafond à vie par personne de 1 000 000 \$. Une telle mesure pourrait générer jusqu'à 1,8 milliard \$ au Québec en 2025²².

Déjouer le piège de la pauvreté

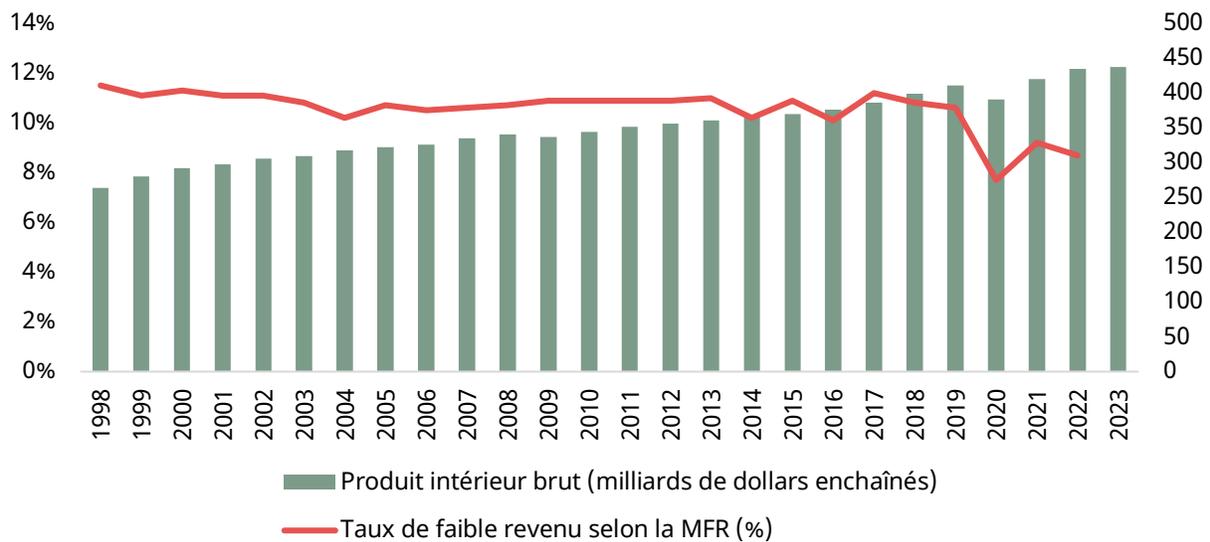
L'examen des courbes de la croissance économique et de la pauvreté force à constater que cette croissance ne profite pas à tout le monde.

- L'économie québécoise a connu une forte croissance au cours des 25 dernières années. Le produit intérieur brut du Québec est passé de 255 milliards \$ en 1997 à 437 milliards en 2023 (en dollars enchaînés de 2017), soit une augmentation de 71 %.
- Or, le taux de faible revenu selon la mesure de faible revenu (MFR) après impôt s'est maintenu autour de 10,5 % au cours de la période, avec une brusque réduction dès 2020 découlant des mesures d'urgence de soutien au revenu accordées par les gouvernements durant la pandémie de COVID-19.

²¹ Antoine Genest-Grégoire et Luc Godbout (2024). *Réforme de l'imposition du gain en capital de 2024 : qui sont les contribuables touchant des gains de 250 000 \$ ou plus?*, Cahier de recherche 2024/14, Université de Sherbrooke, Chaire en fiscalité et finances publiques.

²² L'estimation des recettes fiscales a été réalisée avec la Base de données et Modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS) de Statistique Canada (version 30.0, données de 2025).

Figure 3. Produit intérieur brut (dollars enchaînés) et taux de faible revenu selon la mesure de faible revenu après impôt, Québec, 1997-2023



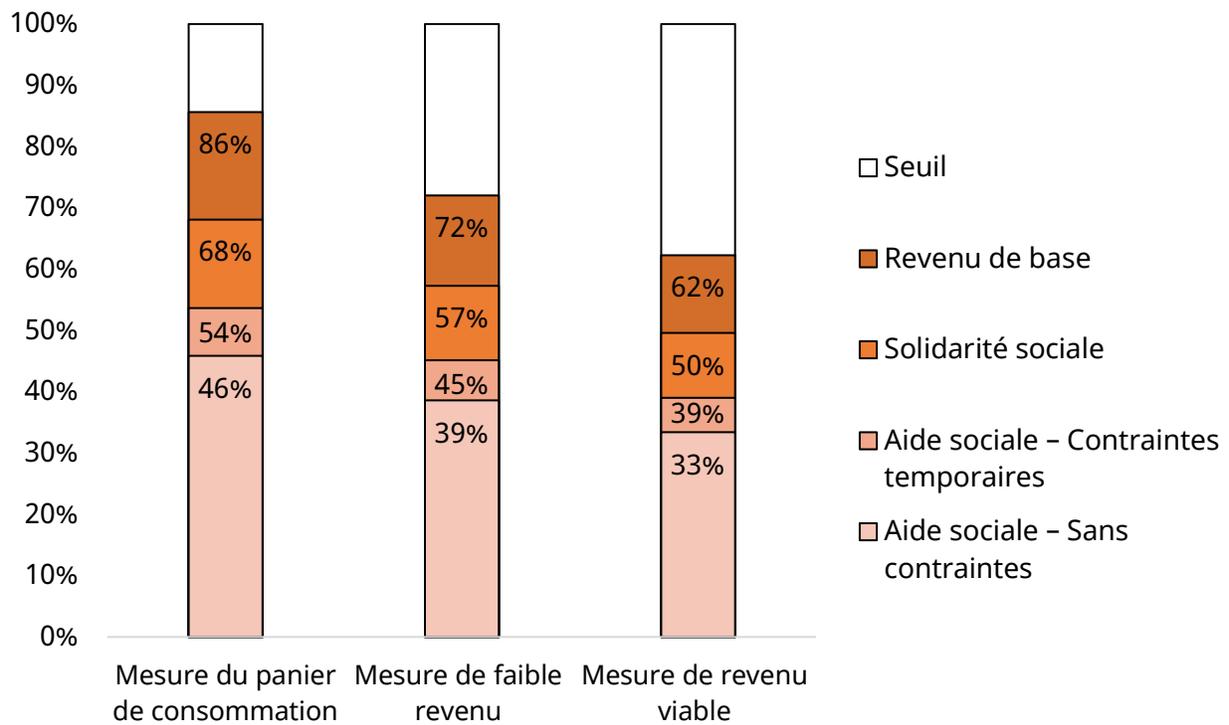
Source : Tableau 4280 de l'Institut de la statistique du Québec (faible revenu) et tableau 36-10-0402-01 de Statistique Canada (produit intérieur brut).

Au Québec, les programmes d'assistance sociale ne permettent pas à leurs prestataires de couvrir leurs besoins de base²³.

- Par exemple, le revenu disponible d'une personne seule prestataire du programme d'aide sociale ne couvrirait que 46 % du seuil de la mesure de panier de consommation (MPC), 39 % du seuil de la mesure de faible revenu (MFR) et 33 % du seuil de la mesure de revenu viable (MRV) en 2023.
- Même le programme de revenu de base – qui prévoit des prestations jusqu'à 40 % plus élevées que celles prévues aux autres programmes – ne permet pas d'atteindre le seuil des principales mesures de faible revenu. En 2023, les personnes vivant seules prestataires de ce programme avaient un revenu disponible qui ne couvrirait que 86 % du seuil de la MPC, 72 % du seuil de la MFR et 62 % du seuil de la MRV en 2023.
- Les prestataires avec enfants s'en sortent mieux. En raison des allocations familiales, leur revenu disponible s'approche davantage des seuils de faible revenu, sans toutefois les atteindre dans la plupart des cas.

²³ Geoffroy Boucher (2023). *Comment se comparent les programmes d'assistance sociale aux seuils des mesures de pauvreté?*, analyse [En ligne].

Figure 4. Revenu disponible des prestataires de l'aide financière de dernier recours en proportion des seuils des principales mesures de pauvreté, personne seule, 2023



Source : Analyse de l'Observatoire québécois des inégalités basée sur les tableaux 4284 et 4285 de l'Institut de la statistique du Québec et le revenu viable 2023 de l'IRIS.

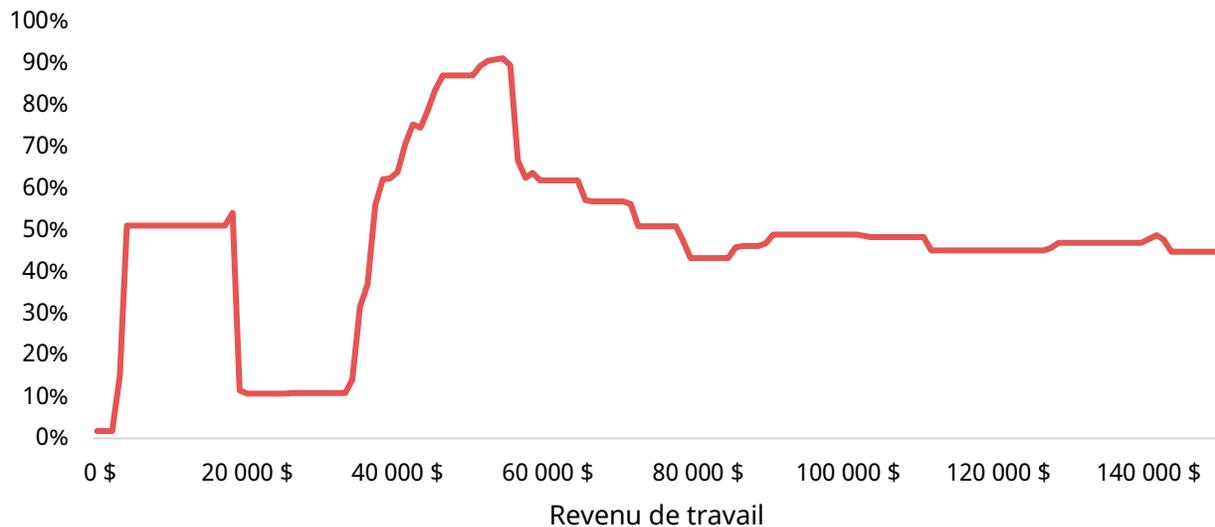
Note : Les seuils de la MPC et de la MFR ont été indexés afin d'obtenir une mesure pour 2023. Le revenu disponible est composé des prestations d'aide financière de dernier recours (2023), du crédit d'impôt pour la solidarité (juillet 2022 à juin 2023) et du crédit d'impôt pour la TPS/TVH (juillet 2022 à juin 2023). Les valeurs de la MPC et de la MRV sont celles pour Montréal.

Les personnes les moins nanties font face à d'importantes barrières à la sortie de la pauvreté.

- Plus une personne moins nantie augmente son revenu de travail, plus elle perd accès à différentes prestations et programmes gouvernementaux.
- Les taux effectifs marginaux d'imposition (TEMI) – qui correspondent au taux de charge fiscale pour chaque tranche de revenu supplémentaire – sont souvent plus élevés pour les personnes les moins nanties que pour les mieux nanties.
- À titre illustratif, le TEMI atteint 90 % pour une famille ayant un revenu de travail de 50 000 \$, alors qu'il se situe à 45 % pour une famille ayant un revenu de travail de 150 000 \$.

- Le TEMI atteint 50 % pour les personnes prestataires du programme d'aide sociale, dont les prestations sont réduites dès que le revenu de travail excède 200 \$ par mois²⁴.

Figure 5. Taux effectif marginal d'imposition sur 1 000 \$ de revenu de travail supplémentaire pour une famille de référence, Québec, 2023



Source : Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, [Taux effectif marginal d'imposition](#).

Alors que l'emploi constitue un vecteur important d'intégration sociale et économique, une proportion non négligeable des travailleurs et travailleuses œuvrant au Québec ont un faible revenu.

- Selon Statistique Canada, l'expression « travailleurs à faible revenu » désigne les personnes âgées de 18 à 64 ans qui vivent de manière autonome, qui ne sont pas des étudiants et qui gagnent au moins 3 000 \$ par année, mais dont le revenu familial après impôt est inférieur au seuil de faible revenu²⁵.
- Selon nos calculs, plus de 115 000 personnes correspondent à cette définition au Québec en 2021²⁶.

²⁴ Depuis le 1^{er} janvier 2025, un ou une adulte prestataire du programme d'aide sociale peut garder 25 % du montant qui dépasse le revenu de travail permis de 200 \$ par mois.

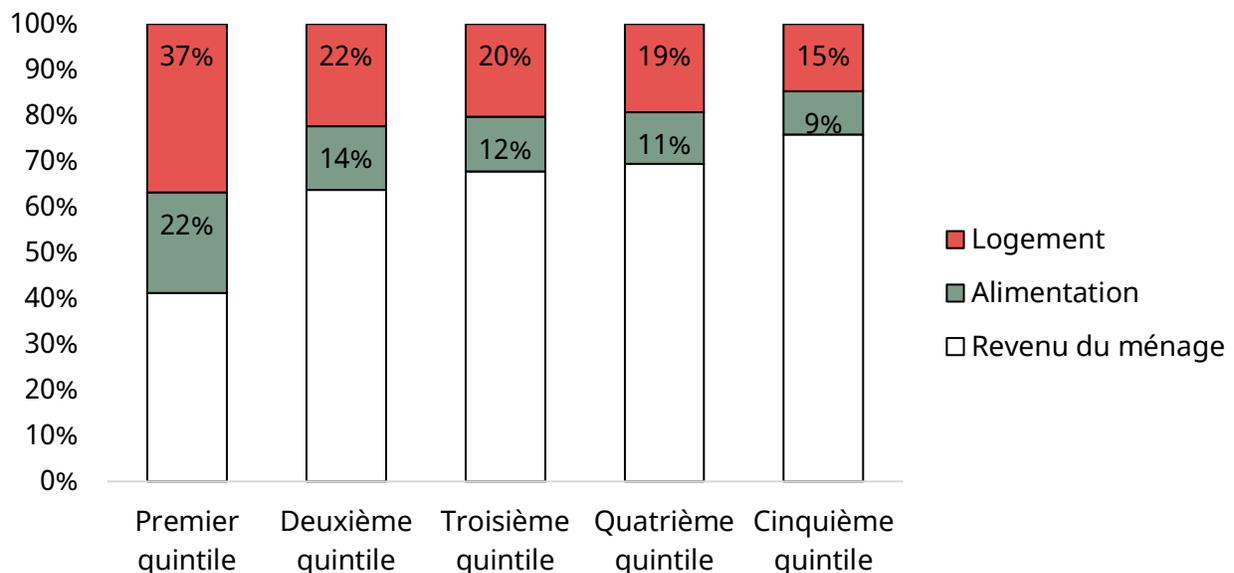
²⁵ Agence de la santé publique du Canada (2019). *Inégalités relatives aux travailleurs à faible revenu au Canada*, infographie [En ligne].

²⁶ Analyse de l'Observatoire québécois des inégalités basée sur le fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête canadienne sur le revenu 2019 et 2021.

Les ménages à faible revenu ont été particulièrement touchés par l'inflation de l'après-pandémie et par la détérioration de l'abordabilité du logement.

- Les plus fortes hausses de prix ont été enregistrées pour les aliments et le logement.
- Les ménages les plus pauvres subissent un effet disproportionné de la hausse du coût de la vie, car leurs dépenses en matière de logement et d'alimentation occupent plus de la moitié de leur revenu (59 % du revenu après impôt des ménages du premier quintile de revenu contre 26 % pour ceux du cinquième quintile).

Figure 6. Part du revenu du ménage après impôt dédié au logement et à l'alimentation selon le quintile de revenu du ménage, Québec, 2021



Source : Analyse de l'Observatoire québécois des inégalités basée sur le tableau 11-10-0223-01 de Statistique Canada.

En plus de la hausse du prix des aliments, le manque d'abordabilité du logement est reconnu comme étant une cause de l'insécurité alimentaire dans les cas où il est impossible de réduire les frais pour se loger²⁷. Une autre cause fondamentale tient aux capacités financières insuffisantes²⁸, en particulier pour les ménages aux faibles revenus ou aux bas salaires.

²⁷ Charlotte Spring et Marit Rosol (2022). "Pay the rent or feed the kids": A scoping review of the 'housing-food insecurity nexus' in Canada. DOI: [10.31235/osf.io/wd87b](https://doi.org/10.31235/osf.io/wd87b)

²⁸ François Fournier (2022). *La faim justifie des moyens : s'engager de manière décisive à réduire durablement et à prévenir l'insécurité alimentaire des ménages au Québec*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

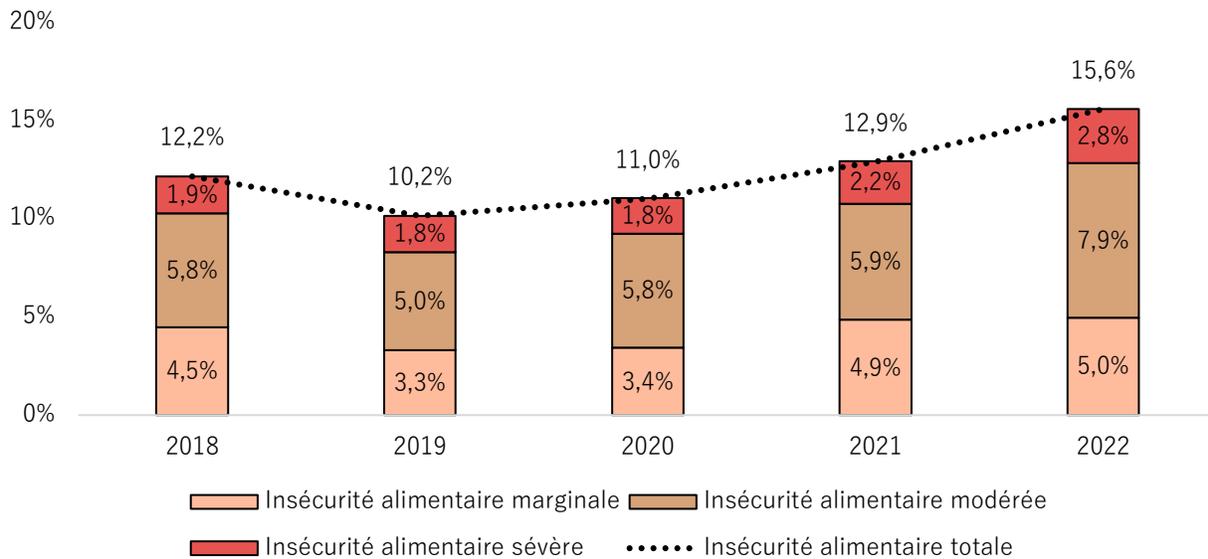
On observe d'ailleurs une forte hausse de l'insécurité alimentaire au Québec, et ce, pour une troisième année consécutive.

- En 2022, 1 342 000 personnes étaient confrontées à diverses formes d'insécurité alimentaire, soit 15,7 % de la population²⁹.
- Ce sont les niveaux d'insécurité alimentaire modérée (qualité et quantité des aliments compromises) et sévère (perturbations graves des habitudes alimentaires) qui ont connu une augmentation marquée.
- L'insécurité alimentaire touche plus durement les personnes à faible revenu. C'est toutefois chez la classe moyenne que l'insécurité alimentaire a le plus augmenté, avec une croissance fulgurante de 122 % en trois ans pour les personnes appartenant au troisième quintile de revenu³⁰.
- L'insécurité alimentaire est également en croissance chez les personnes ayant un revenu d'emploi. En effet, pour 15,6 % de la population québécoise en emploi en 2022, il ne suffisait pas d'avoir un revenu de travail pour se nourrir convenablement.
- Notons également que près de trois fois plus de ménages locataires (26,3 %) que de ménages propriétaires (9,2 %) se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire en 2022.
- Enfin, environ 20 % des enfants et des adolescent·es au Québec sont en situation d'insécurité alimentaire. Cette situation est particulièrement préoccupante compte tenu des risques que pose l'insécurité alimentaire pour le développement des enfants et la réussite scolaire.

²⁹ François Fournier et Geoffroy Boucher (2024). *L'insécurité alimentaire (encore) en hausse au Québec*, analyse, [[En ligne](#)].

³⁰ Geoffroy Boucher (2024). *L'insécurité alimentaire gagne du terrain au sein de la classe moyenne québécoise*, analyse, [[En ligne](#)].

Figure 7. Proportion de la population ayant un revenu d'emploi en situation d'insécurité alimentaire, Québec, 2018-2022



Source : Tableau personnalisé de Statistique Canada tiré de l'Enquête canadienne sur le revenu.

Note : Pour les personnes âgées de 16 ans et plus (15 ans et plus en 2022) dans les ménages privés du Québec.

Des répercussions sur les inégalités sociales de santé

Composer avec un faible revenu ou un faible statut socioéconomique, occuper un logement inadéquat et vivre de l'insécurité alimentaire sont des déterminants fondamentaux de la santé.

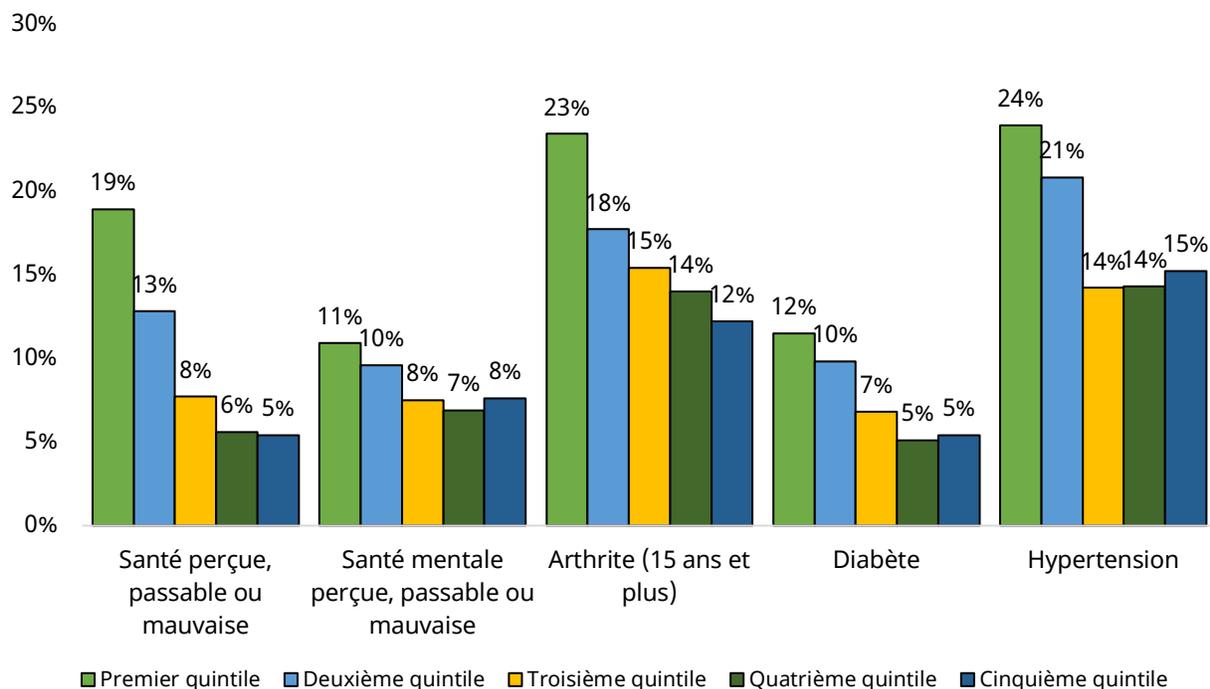
- Malgré les progrès médicaux et sanitaires, les inégalités se maintiennent face à la maladie et à l'espérance de vie selon le statut socioéconomique. Par exemple, les ménages les moins nantis (premier et deuxième quintiles de revenu) sont davantage exposés au risque de contracter des maladies chroniques telles que le diabète, l'arthrite et l'hypertension (voir la figure 8). Selon la littérature scientifique, une grande partie de l'explication réside dans les conditions de vie défavorables à la santé³¹.
- Les caractéristiques attachées au logement (son coût, sa taille, sa qualité), mais aussi à sa localisation (proximité des services, des commerces et des infrastructures favorisant les activités sociales, sportives et de loisir) et à la stabilité résidentielle influencent

³¹ Geoffroy Boucher, François Fournier et Sandy Torres (2024). *Une exploration des inégalités...*, op. cit.

considérablement les conditions de vie de ses occupants, et ce faisant leur état de santé et leur bien-être en général³².

- L'insécurité alimentaire est étroitement associée à la détérioration de l'état de santé³³ en raison notamment des déséquilibres alimentaires (dont les carences) qu'elle peut entraîner. Entre autres répercussions, elle accroît le risque de maladies chroniques ainsi que de troubles de la santé mentale et de blessures.

Figure 8. Caractéristiques de la santé selon le quintile de revenu du ménage, 2022, Québec



Source : Statistique Canada. Tableau 13-10-0097-01.

³² Sébastien O'Neill, Maud Emmanuelle Labesse et Patrick Morency (2024). *Logement et santé : développement d'un cadre conceptuel*, INSPQ, Gouvernement du Québec; Maud Emmanuelle Labesse et al. (2021). *Logement et inégalités sociales de santé en temps de COVID-19 : des stratégies pour des logements abordables et de qualité*, INSPQ, Gouvernement du Québec.

³³ Valerie Tarasuk, Andrée-Anne Fafard St-Germain et Timmie Li (2022). Surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada, *Revue Promotion de la santé et prévention des maladies chroniques au Canada*, 42(10), 501-506; Association pour la santé publique du Québec (2024). *Livre de la réduction de la maladie au Québec*, p. 47.

Recommandations

Dans la littérature scientifique, un fort consensus s'est formé quant à l'efficacité des mesures touchant le revenu pour réduire l'insécurité alimentaire. Plus largement, les politiques qui améliorent le niveau et la stabilité des revenus des personnes les moins nanties permettent de contrer une variété de problèmes liés à la pauvreté, notamment les inégalités sociales de santé.

3. Renforcer le filet social

- D'une façon générale, le Québec dispose de plusieurs leviers pour s'assurer que tous et toutes disposent d'un revenu leur permettant de couvrir leurs besoins de base : la fixation du salaire minimum, les prestations pour familles et enfants, le régime public de retraite (RRQ), les programmes d'assistance sociale, etc.
- Plus spécifiquement, l'élargissement de l'accès au Programme de revenu de base – qui permet aux prestataires de gagner un revenu de travail allant jusqu'à 15 708 \$ en 2025 sans que cela diminue le montant de leurs prestations – constitue une piste prometteuse. L'essentiel de ces revenus supplémentaires bénéficierait d'ailleurs à l'économie locale.
- Un programme d'alimentation scolaire universel permettrait de réduire l'insécurité alimentaire des enfants et des adolescent·es et potentiellement de leurs familles, en plus de favoriser leur réussite éducative. Selon les auteurs d'un récent rapport, un tel programme pourrait même favoriser l'alimentation locale et l'économie régionale³⁴.

4. Investir dans l'habitation à but non lucratif

La ligne de fracture entre locataires et propriétaires ne peut que s'accentuer dans un contexte de crise du logement et de croissance de la valeur des actifs immobiliers. D'ailleurs, les personnes locataires sont de plus en plus sous-représentées au sein de la classe moyenne québécoise³⁵. Dans son dernier rapport sur le marché locatif, la SCHL posait le diagnostic suivant :

« Les données cette année [2024] montrent qu'à elle seule, l'augmentation de l'offre ne suffit pas à résoudre les problèmes immédiats d'abordabilité. Nos conclusions

³⁴ Maëlle Brouillette *et al.* (2023). *L'alimentation scolaire au Québec : état des lieux, perspectives et pistes d'action*, Chantier pour un programme d'alimentation scolaire au Québec.

³⁵ Geoffroy Boucher avec la collaboration de Roberson Edouard et Ferdaous Roussafi (2025). *Portrait et évolution des classes moyennes...*, *op. cit.*

font ressortir la nécessité d'adopter des politiques qui réduisent à la fois les contraintes liées à l'offre et les problèmes d'abordabilité pour les locataires à revenu faible ou moyen³⁶. »

- En parallèle aux recommandations des organisations expertes en habitation sociale et communautaire, il y a lieu de suggérer d'**entreprendre un virage en faveur du logement social** (et plus largement du logement à but non lucratif) qui le placerait au cœur d'une stratégie durable en habitation.
- Le logement subventionné, marginal au Québec (et au Canada), assure aux locataires de payer un loyer correspondant à 25 % de leur revenu, ce qui respecte donc leur capacité de payer. Au moyen d'analyses statistiques des données de l'Enquête canadienne sur le logement, une récente étude³⁷ démontre que l'abordabilité du logement et les aides au logement ont des effets positifs sur le bien-être économique et relève que la mesure de soutien aux locataires la plus efficace est le logement social et hors marché.
- Par ailleurs, cette voie semble bénéficier d'une certaine acceptabilité sociale au regard d'un sondage Léger/Observatoire réalisé en 2024 auprès de 1 008 personnes de 18 ans et plus : 80 % des répondant·es étaient favorables à investir massivement dans la construction de logements à but non lucratif sur l'ensemble du territoire québécois³⁸.

Offrir des chances équitables

Des services publics accessibles et de qualité permettent de tempérer les effets de l'origine sociale, des conditions de vie ou encore des circonstances défavorables en offrant des chances équitables. Les services publics permettent également de réduire les dépenses auxquelles font face les ménages et ont ainsi une incidence directe sur leur situation financière. Par exemple, les dépenses privées liées aux services de garde éducatifs et à l'éducation postsecondaire sont significativement réduites au Québec en raison de la contribution de l'État.

³⁶ SCHL (2025). *Rapport sur le marché locatif, automne 2024 : vue d'ensemble*, [En ligne].

³⁷ Xavier Leloup *et al.* (2024). Rental housing types and economic wellbeing in Canada, *Housing Studies*. DOI: 10.1080/02673037.2024.2393661

³⁸ Nathalie Guay (2024). *Réduire les inégalités de richesse : qu'en pense la population québécoise?*, analyse, [En ligne].

Le développement durant la petite enfance s'avère particulièrement déterminant dans les parcours de vie³⁹. Au moment de l'adoption de sa toute première politique familiale en 1997, le Québec se positionnait comme un chef de file en matière d'investissements en petite enfance et en soutien aux familles. Si le Québec peut être fier de cet historique, d'importants enjeux liés à l'accessibilité⁴⁰ et à la qualité⁴¹ de son réseau de services de garde éducatifs ont été relevés par la Vérificatrice générale du Québec.

Recommandations

5. Assurer la qualité et l'accessibilité des services publics

Il est essentiel d'assurer l'accès à des services publics de qualité, particulièrement en santé et en éducation, notamment parce que cela a pour effet à plus long terme de réduire les inégalités sociales de santé⁴².

6. Investir dans la petite enfance

- Il existe un fort consensus en sciences économiques quant au rendement élevé des interventions préventives en petite enfance⁴³. En effet, le retour sur investissement des interventions qui visent le développement de compétences et de connaissances chez un individu décroît avec l'âge. C'est pourquoi il importe d'agir tôt. De plus, il est bien documenté que la fréquentation de services de garde éducatifs de qualité a des bienfaits sur la santé tout au long de la vie⁴⁴.
- L'essentiel du développement du cerveau se produit avant l'entrée de l'enfant à l'école primaire, soit durant la petite enfance (0-5 ans). Des interventions de qualité, au moment opportun, sont l'occasion de corriger les retards ou les écarts avant qu'ils ne se traduisent plus tard en difficultés dans le parcours personnel, social et scolaire.

³⁹ Ministère de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec l'Institut national de santé publique (2024). *Portrait de santé de la population selon le parcours de vie : pour agir collectivement*.

⁴⁰ Vérificateur général du Québec (2020). Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance, dans *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2020-2021*.

⁴¹ Vérificateur général du Québec (2024). Qualité des services de garde éducatifs à l'enfance, dans *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2023-2024*.

⁴² Amélie Quesnel-Vallée (2022). *Politiques sociales favorisant la redistribution de la richesse : options pour le contexte québécois*, Action concertée.

⁴³ OCDE (2020). *Early Childhood Education: Equity, Quality and Transitions – Report for the G20 Education Working Group*.

⁴⁴ Amélie Quesnel-Vallée (2022). *Politiques sociales favorisant la redistribution de la richesse...*, op. cit.

Conclusion

« [...] les sociétés les moins inégalitaires sont aussi les plus heureuses, les plus pacifiques et les plus confiantes [...] »

— François Dubet (2022). *Tous inégaux, tous singuliers : repenser la solidarité*, Paris, Seuil, p. 8

Ce mémoire rédigé dans le cadre des consultations prébudgétaires 2025-2026 met l'accent sur des inégalités criantes et bien documentées : inégalités de richesse particulièrement élevées, crise du logement qui exacerbe le fossé entre locataires et propriétaires, insécurité alimentaire qui touche toujours plus de ménages à faible revenu et qui progresse au sein de la classe moyenne et inégalités sociales de santé persistantes. Il passe sous silence d'autres lignes de fractures qui se dessinent pourtant, par exemple selon la précarité des conditions de travail, le niveau de littératie et de numératie ou encore face aux changements climatiques.

Laisser perdurer ou, pire, s'accroître les inégalités comporte des coûts économiques, sociaux et politiques. Une imposante littérature s'accorde à souligner que les populations des sociétés les moins inégalitaires ont davantage confiance dans leurs institutions et en l'avenir, connaissent moins de violence et de criminalité et sont en meilleure santé.

Le Québec dispose des moyens nécessaires pour répondre aux besoins essentiels de tous et de toutes et pour offrir à chacun·e des chances de participer à la croissance économique et de s'engager activement dans la vie en société.



Observatoire
québécois
des inégalités